

L'ajournement

En somme, des améliorations possibles peuvent être étudiées, et elles le seront à l'avenir. Dans l'intervalle, il faut reconnaître qu'il existe des programmes conçus pour répondre aux besoins de revenu des gens et à cet égard, l'allocation consentie à l'épouse contribue fort bien à combler le besoin criant qui avait appelé son installation.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): A condition que la femme en question ait un homme.

● (2212)

SANTÉ ET BIEN-ÊTRE—LES SUBVENTIONS À LA PLANNED PARENTHOOD FEDERATION

M. Benno Friesen (Surrey-White Rock): Monsieur l'Orateur, lundi dernier, j'ai posé la question suivante au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M^{lle} Bégin):

La présidente du comité des allocations de la Planned Parenthood Federation déclarait dans son rapport du 17 juin 1977:

Les associations ne doivent pas oublier qu'elles doivent être avant tout des agents de changement plutôt que des organismes de prestation de services.

Étant donné que la Fédération reçoit chaque année du gouvernement fédéral environ \$670,000, dont la majeure partie est versée par son ministère, j'aimerais demander au ministre si elle est d'accord avec cette déclaration, en tant que principal soutien financier de cet organisme?

J'aimerais qu'on inscrive au compte rendu la dernière partie de la réponse du ministre qui dit ceci:

Je vois toutefois ce qu'il...

En parlant de moi, député de Surrey-White Rock.

...insinuer, mais je ne crois pas que ce genre de subtilité soit très honnête. Il faudrait d'abord que je lise le rapport et ensuite, si le député a des reproches à formuler, j'aimerais qu'il ait le courage de les exprimer clairement.

Je crois que la dernière partie de sa réponse se passe de commentaires, monsieur l'Orateur; je n'en dirai donc pas plus. Jusqu'alors, j'avais toujours eu beaucoup de respect pour le ministre. Je m'inquiète de la première partie de sa réponse, où elle a dit:

Je ne vois pas ce qu'il y a de mal dans cette déclaration que m'a lue le député, hors du contexte.

Monsieur l'Orateur, cette réponse me bouleverse au plus haut point. Je ne veux vraiment pas mettre en cause le droit à l'existence de la Planned Parenthood Association, ni même l'opportunité pour le gouvernement fédéral de lui venir en aide financièrement. Ce que je me demande, c'est dans quelle mesure le gouvernement et les ministres fédéraux vont laisser les gens libres de choisir eux-mêmes leur avenir, leur mode de vie et leur situation. Voilà ce qui m'inquiète vraiment. Quand un groupe quelconque financé par les contribuables se considère comme facteur de transformation, je commence à m'inquiéter.

Le ministre a raison. Cette affirmation du groupe pose un problème sérieux. Il faut admettre que nous vivons dans une société très pluraliste. Toutes sortes de conceptions de l'homme et de la vie coexistent. La Planned Parenthood Federation a apparemment une conception très rationaliste, très matérialiste de la vie. D'autres groupes, tel le Pro-Life Group, considèrent la personne humaine comme sacrée. Il y a d'autres religions qui considèrent toute vie comme sacrée, humaine ou animale. Nous vivons dans une société pluraliste.

[M. Robinson.]

Si le ministre est d'accord pour que cet organisme soit un facteur de transformation, je lui demanderai jusqu'où elle ira pour amener les gens à changer d'opinion? Quelles pressions faut-il exercer pour qu'ils changent de convictions, pour qu'ils fassent ce que désirent ces facteurs de transformation? Mais s'ils ne veulent pas changer leurs convictions et leur façon de vivre? Jusqu'où ira le ministre dans les dépenses publiques pour amener cette transformation, pour essayer d'amener les gens à changer?

Dans la conception rationaliste et matérialiste de la vie, il y a toutes sortes d'opinions. Un éventail complet. Faut-il l'avortement sur demande? Faut-il l'avortement pour celles qu'un organisme invisible quelconque jugera inaptes à élever une famille? Faudra-t-il l'avortement obligatoire? Et l'euthanasie? Faut-il l'appliquer, et à qui? Seulement dans le cas des personnes âgées? Mais alors à quel moment? Pourquoi pas l'euthanasie pour les handicapés, qui sont un «fardeau» pour la société? A quel moment faut-il appliquer l'euthanasie, dans une conception rationaliste de la vie?

Je reviens à la question, monsieur l'Orateur: dans quelle mesure un groupement financé à même les derniers publics peut-il se faire un agent de changement? La question touche des droits sacrés. Le droit le plus sacré que nous ayons, c'est celui de choisir. Si l'on nous retire ce droit de quelque façon que ce soit, nous nous déshumanisons. Nous redevenons alors de simples animaux. Point n'est besoin de remonter bien loin dans le cours de l'histoire pour en trouver des exemples.

● (2217)

La déclaration de ce groupe sur ses objectifs soulève des implications inquiétantes, en ce qui concerne cette faculté sacrée qui nous appartient de droit. En outre, le gouvernement est élu pour représenter tous les Canadiens. A-t-on pensé aux autres groupes qui ne partagent pas ce point de vue? N'ont-ils pas droit eux aussi à un appui du gouvernement? Si le gouvernement donne son appui à la Planned Parenthood Federation, qui prétend être un «agent de changement», que fait-on des autres groupes de notre société qui veulent également modeler la société différemment? N'ont-ils pas droit à l'argent des impôts? Est-ce que le gouvernement va représenter une petite section seulement de la société dont il veut imposer les vues à la majorité? Jusqu'où le gouvernement va-t-il faire ce choix pour le reste des Canadiens?

Je le répète, monsieur l'Orateur, le ministre a adopté là une voie très dangereuse si, comme elle le déclare, elle adhère à la Planned Parenthood Federation et aux idées qu'elle a épousées. Il faut se souvenir que ce ne sont pas là seulement des services sociaux, mais qu'ils se prétendent «agents de changement.»

J'aimerais demander au secrétaire parlementaire de me dire exactement jusqu'à quel point le ministre compte aller pour changer la société selon des normes qu'elle a choisies pour nous tous et que ce groupe a choisies pour nous. Combien d'argent est-on disposé à continuer de dépenser? Poussera-t-on la liberté et la démocratie jusqu'à appuyer d'autres groupes qui peuvent être d'un avis différent de celui de ce groupe donné?